

ENTRETIEN

« Au départ, une conjonction de gens qui se sentaient un brin marginalisés dans leur discipline »

Entretien avec Jean-François Tétu sur la structuration des études sur le journalisme et les cursus de communication.

PRÉSENTATION

Jean-François Tétu, professeur honoraire en sciences de l'information et de la communication (SIC) à Sciences po Lyon, est l'une des figures des études sur le journalisme et a largement contribué à la structuration des SIC comme discipline. Nous revenons avec lui sur sa trajectoire, son parcours intellectuel et pédagogique. Cet itinéraire révèle d'abord le caractère transdisciplinaire des études sur le journalisme telle qu'elles s'inventent dans les années 70 et 80. Ce sont bien, comme le dit Jean-François Tétu, des gens venant de différentes disciplines, les lettres, l'histoire, la sociologie, qui vont à un moment donné trouver dans le journal et l'analyse des discours, une opportunité de se distinguer dans un espace académique alors en pleine transformation, où les études littéraires et philosophiques perdent peu à peu le monopole de la pensée sur le monde social (Bourdieu, 2004). Cette histoire disciplinaire que Jean-François Tétu nous fait vivre à partir des différents personnages qui y ont contribué, montre aussi le caractère hybride des sciences de l'information et de la communication et explique en partie ses difficultés à s'institutionnaliser et à apparaître comme une discipline unifiée. Comme Michel Offerlé l'écrit à propos de la sociologie politique, ce sont bien « des voyous », au sens des marginaux disciplinaires qui ont fait avancer à un moment donné la cause des SIC. Et si les voyous sont désormais leur place au panthéon disciplinaire, c'est bien leur transgression qui explique les transformations des champs académiques – et en particulier des humanités – au tournant des années 70 et 80.

C'est encore le moment où face à la démocratisation universitaire s'inventent de nouveaux cursus eux aussi transdisciplinaires et centrés sur la maîtrise des sciences sociales et des humanités. La société de communication en plein développement (Neveu 1994) offre aux étudiants et étudiantes produits de cette démocratisation scolaire, de nouvelles opportunités. Si les universités, comme Lyon 2 et Grenoble proposent progressivement à leur étudiants et étudiantes cette nouvelle offre de formation, les instituts d'études politiques, au statut hybride à la fois académique et professionnalisant, sont l'espace idéal d'invention de ces cursus.

La structuration de la discipline s'opère dès lors à partir de ses deux piliers : le développement d'un corpus théorique et méthodologique (le journal, l'analyse de discours) qui va de pair avec la création d'institutions dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur qui conduisent à la création de postes progressivement investis par des candidats et candidates qui désormais ne se réclament plus d'ailleurs mais s'ancrent dans la nouvelle discipline qu'on appelle sciences de l'information et de la communication dans laquelle s'inscrivent des études sur le journalisme dont la revue *Sur le journalisme-About journalism-Sobre jornalismo* est, depuis dix ans désormais, un des espaces.

Bourdieu, P., 2004, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Raisons d'agir.

Neveu, E., 1994, *Une société de communication*, Paris, Monchrestien.

Offerlé, M., 2012, « En r'venant d'la r'vue », *Politix*, vol. 100, n° 4, pp. 63-81.

Pourrais-tu dans un premier temps nous parler de ton parcours ?

J'ai d'abord été professeur de lettres au lycée Descartes à Tours puis je suis parti en coopération en Algérie où j'ai été assistant de littérature. À mon retour, à l'université de Lyon, c'était le début de la création des sciences du langage. Du coup j'ai basculé. A l'époque j'étais dix-neuviémiste. Je rédigeais une thèse d'État sur Flaubert. Le déclic est venu lorsque Maurice Mouillaud¹ m'a demandé de participer à un groupe de recherche (une « Action thématique programmée » financée par le CNRS) qui portait sur la contraception et l'avortement, depuis la fondation du planning familial jusqu'au vote de la loi Veil. On a travaillé sur un énorme corpus de journaux, trente-six au total. Il en est sorti beaucoup de listings et finalement peu de littérature. On a alors fait un petit livre sur la couverture médiatique du procès de Bobigny². C'est à partir de là que j'ai basculé dans l'analyse de presse. Car en travaillant sur la couverture du procès de Bobigny j'ai observé que tous les journaux, quelle que soit leur tendance, avaient au fond une structure identique dans le récit de cette affaire : ils avaient spontanément reconstruit une lecture du procès qui n'était pas celle qui s'est jouée au tribunal. Ce travail a déclenché quelque chose chez moi. J'avais déjà écrit des petites choses sur Flaubert et la littérature du dix-neuvième, sur Vallès, etc. Mais là j'ai compris que ce que j'étais en train de voir dans les journaux était beaucoup plus original et qu'on pouvait en faire quelque chose comme une thèse. Il me semblait que plutôt qu'être celui qui écrit la énième thèse sur Flaubert, je devais faire quelque chose de plus original. J'ai décidé de changer complètement de sujet, de prendre un autre directeur de thèse, Roger Bellet³, qui m'a conduit à soutenir une thèse qui s'appelle *Le discours du journal*⁴.

Tu soutiens donc une thèse sur la presse, à la Sorbonne ?

J'ai soutenu ma thèse à Lyon. A l'époque, l'environnement de recherche était assez sympa et innovant. Il y avait en particulier un groupe de recherche sur le journalisme au dix-huitième siècle fondé par Jean Sgard⁵ qui a publié plus tard le dictionnaire des journalistes au dix-huitième siècle. Les membres de ce groupe ont commencé à publier des choses fort intéressantes sur le fonctionnement du périodique au dix-huitième par exemple. Jean Sgard était professeur à Grenoble et avait quitté Lyon. Ça n'était pas très bien vu de s'occuper des gazettes et des journaux pour un spécialiste de l'abbé Prévost.

Plus tard, j'ai suivi le même parcours que lui parce que ce n'était pas très légitime d'avoir publié sur l'avortement au procès de Bobigny quand on a écrit sur Flaubert. Ça ne passait pas. C'est pour cela qu'en

1984, j'ai décidé de quitter la littérature et de partir dans la 71^e section, celle des sciences de l'information et de la communication, ex-52^e section, qui venait d'être créée⁶.

Au fond je n'avais plus ma place en littérature à partir du moment où j'avais écrit des choses qui déplaisaient à la Sorbonne. J'avais de plus en plus envie de travailler sur les journaux. Même un collègue comme Roger Chartier⁷, qui a mon âge, était refusé sur un poste à Lyon. Les historiens ne voulaient pas entendre parler de l'histoire telle qu'il la pensait, de l'histoire du livre, de la lecture, et de l'édition. Je suis parti en communication pour cette raison. Je suis donc passé de l'enseignement de la littérature, des sciences du langage, à l'enseignement de la communication et au journalisme. En fait, Philippe Lucas⁸, un sociologue alors président de l'université Lyon 2, que j'avais rencontré en travaillant sur le procès de Bobigny, m'a demandé de mettre sur pied une formation à la communication et plus précisément au journalisme. C'est que j'ai fait. Il se trouve que j'étais sensible à cela pour des raisons familiales. Mon père était journaliste, mon grand-père était rotativateur. Je suis né dans les journaux. C'était un univers dans lequel je nageais depuis longtemps. Étant en poste à Lyon, je pensais plutôt d'abord au journalisme régional. J'ai fait une petite enquête dans les rédactions de la région, comme à l'antenne de l'agence France-Presse à Lyon, auprès des gens qui étaient cadres pour voir quelles études ils avaient faites. Ce qui est sorti en premier c'étaient les études en sciences politiques, puis l'histoire et la littérature. J'ai monté un petit groupe de réflexion d'une dizaine de personnes, universitaires et journalistes, en leur demandant quel parcours inventer. Ils avaient pour la plupart fait Science po. Je me suis dit que si je devais monter une formation, il fallait que je le fasse à Sciences po. Une fois que j'ai eu un projet un peu avancé, je suis allé voir le directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de l'époque, Georges Mutin⁹. C'était en 1983 ou 1984. On a décidé de mettre sur pied une formation d'information-communication de type pluridisciplinaire. Elle pouvait former au journalisme et plus particulièrement au journalisme local. Avec Georges Mutin, on a fait une maquette : sémiotique (Maurice Mouillaud), psychosociologie, droit et histoire. Je voulais absolument qu'il y eût du droit de la presse. Moi j'apportais les sciences du langage. Et puis je suis allé chercher des enseignants dans le monde professionnel, comme le rédacteur en chef du bureau régional de l'information à France 3. Je connaissais un peu tout ce monde à l'époque. Je m'étais personnellement impliqué au Club de la presse de Lyon. J'avais fait quelques petits travaux pour eux. J'avais fait aussi quelques études pour le compte du bureau de presse de la Communauté européenne, et j'étais allé à Milan voir qui se passait en Italie avec Berlusconi par exemple. J'ai aussi mobilisé des professionnels de la commu-

nication des collectivités locales, comme la patronne de la communication de la ville de Lyon. On a mis en place des enseignements plus techniques. La première conférence de méthode que j'ai mise sur pied, c'était avec un ensemble de professionnels où les étudiants en petits groupes, abordaient successivement la rédaction de dépêches d'agence avec le patron local de l'AFP (Agence France-Presse), le secrétariat de rédaction avec un journaliste, un peu de radio, un peu de télé. Bon, la radio, j'ai rapidement laissé tomber même si au début des années 80, les radios locales privées étaient en pleine expansion à Lyon et ailleurs. Il y avait aussi un enseignement sur la publicité avec un cours fait par un directeur d'agence. Les premières promotions ont donné à peu près ce que j'attendais. Un bon quart a été recruté d'emblée dans des rédactions de la région, un autre quart dans la publicité.

Le diplôme de Sciences po était bac + 3 à l'époque ?

Oui. Les enseignements de communication et de journalisme démarraient en deuxième année seulement et se poursuivaient en troisième année. Et puis j'ai mis très vite sur pied des stages pendant l'été, pour que les étudiants voient un peu de près ce que ça donne sur le terrain. Beaucoup d'étudiants sont passés par *Le Progrès* avec qui j'avais d'excellentes relations. Un responsable du secrétariat de rédaction du quotidien faisait d'abord travailler un petit groupe d'une quinzaine d'étudiants pendant quelques séances à l'IEP et ensuite il en retenait la moitié, sept ou huit, pour faire le reste de la matière à option sur les machines du *Progrès*. Ces sept-huit-là étaient automatiquement engagés avec un stage par la suite et ils étaient opérationnels dès le premier jour. J'essayais d'avoir des antennes où je pouvais placer des stagiaires.

Après les élections municipales de 1989, il y a eu une explosion du recrutement dans les services de communication¹⁰ et nous avons aussi placé les étudiants dans les collectivités locales ou des organismes du type HLM par exemple. C'est comme ça que ça a démarré.

Et quelle a été la place de l'Institut de la communication de l'université Lyon 2 dans ce dispositif ?

Quand j'ai commencé à Science po, il n'existait pas. L'ICOM a été créé après 1986. Le président de l'université m'a demandé de réfléchir aux maquettes. J'étais totalement défavorable à un premier cycle en communication parce que j'ai pensé, et je pense encore, que les étudiants ont d'abord besoin d'un socle disciplinaire comme cela se fait dans les IEP par exemple. Et nous qui enseignions la communication, nous venions tous d'autres disciplines. Et donc l'Institut de la com' a été mis en place dans ce contexte. Mon idée était de faire un projet pour l'université

dans lequel l'ICOM devenait le terrain d'application de certains services communs comme le service culturel, le service audiovisuel que j'ai dirigé, le développement de la télématique, etc. Je croyais beaucoup au développement de l'information en ligne, et j'ai travaillé avec la bibliothèque de Sciences po à la documentation en ligne. A l'époque, nous étions tout petits, nous n'avions pas de moyens et pas de personnel, il fallait donc trouver des contrats à l'extérieur. Nous avons donc créé un centre de recherche sous forme associative (le Centre de recherches sur l'information politique, économique et sociale, dont j'étais le directeur) dans le but essentiel de trouver des fonds, notamment du côté de la Région, pour laquelle nous avons mis en place quelques services. Nous avons produit des études sur l'immigration, le chômage, etc... J'avais déjà une expérience de ce type de partenariat car dans les années 1980, nous avons monté à l'initiative de Raymond Barre¹¹ une petite usine à gaz qui a finalement assez peu marché. Elle s'appelait UER, Université Entreprises Rhône-Alpes, elle cherchait à développer des relations entre l'université et les entreprises. Parallèlement à ça, je m'intéressais beaucoup à la formation des enseignants du secondaire et à la formation aux médias des élèves à l'école. Avec l'aide de subventions extérieures (Bayard Presse), j'ai fait une étude à l'échelle de 5% de l'ensemble des personnes scolarisées dans toute l'Académie de Lyon à partir de la sixième. Cette enquête a été passée le même jour dans tous les établissements grâce à l'appui du CRDP de Lyon et du Rectorat. De la même façon, j'avais piloté une étude sur l'information culturelle à Lyon pour le Club de la presse et différents journaux. L'idée était d'avoir un ancrage dans une recherche de terrain qui me permettait d'avoir des interlocuteurs et éventuellement des intervenants pour mes formations, et de maintenir une sorte d'interaction constante avec les rédactions de la région.

Il n'y a pas eu de résistance à la création de ces formations ? Du côté des écoles de journalisme par exemple ?

Non, parce qu'il y avait pas d'école de journalisme à Lyon. Nous pensions que nos étudiants feraient une partie de leur scolarité à Lyon puis ils iraient ensuite au Centre de formation des journalistes à Paris. On pensait même à un partenariat avec le CFJ. On a commencé à le mettre sur pied mais finalement cela a capoté, du fait du refus du *Progrès* de le financer assez solidement.

Et pour le cursus d'information-communication à l'université ?

L'ICOM était prévu pour être un institut, c'est-à-dire quelque chose qui ne commencerait qu'après le

premier cycle. Et puis des enseignants ont été recrutés et progressivement la directrice l'a fait évoluer de telle sorte qu'il y ait un premier cycle. L'important alors était d'avoir des étudiants qui justifiaient les demandes de création d'emplois, parce que au départ il n'y avait rien.

Il y avait une formation doctorale aussi ?

Mes premiers thésards ont été inscrits en 1986-87. Il n'y avait pas à l'époque de troisième cycle à Lyon. Il y a eu une habilitation pour un DEA à partir de 1986 avec Grenoble 3. Les enseignements se passaient tantôt à Lyon, tantôt à Grenoble. Il y avait un tronc commun et deux options, orientées vers la communication et l'information documentaire. J'ai commencé à y enseigner avec Bernard Miège¹². Ensuite nous avons obtenu, en ajoutant Lyon 3, la création d'une maîtrise avec trois options de telle sorte que chaque établissement partenaire ait son propre cursus avec un jury commun à la fin de l'année. En 1991 a été créé sous ma direction un DEA qui était commun à Lyon 1, Lyon 2, Lyon 3 et la même année nous avons obtenu à Lyon 2 la création d'une jeune équipe de recherche qui s'appelait Médias et identités, que je dirigeais. Et puis ça s'est développé pendant une dizaine d'années avant que tout le monde se réunisse à l'intérieur d'ELICO (Équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication), une nouvelle équipe d'accueil.

C'est début des années 2000 ?

La reconnaissance d'ELICO est en 2006. Mais nous avons mis quelques années avant d'obtenir le statut d'équipe d'accueil. A l'époque notre DEA tournait assez bien. J'avais été nommé quelques années à Grenoble et quand je suis revenu à Lyon, la première chose que j'ai voulu faire était de reprendre l'organisation de la section politique de communication à l'IEP. Je voulais aussi développer un troisième cycle spécifique à Lyon. J'avais connu l'épreuve de la difficulté d'une formation commune Lyon-Grenoble même si on avait obtenu de quoi collaborer entre les deux sites. On avait eu une importante subvention de la Région pour organiser des journées communes par exemple. On en faisait au moins une par an parfois deux. On faisait aussi une publication annuelle à partir d'extraits des meilleurs mémoires. Et j'avais obtenu aussi un partenariat avec Genève financé par l'agence transfrontalière universitaire.

Et à Grenoble, la collaboration n'était pas avec l'IEP, mais avec l'université ?

Il n'y avait quasiment pas de lien avec l'IEP. L'histoire de l'information-communication à Grenoble est tout à fait différente. Elle est due à Bernard Miegé et à Yves de la Haye¹³, qui est mort prématurément. Gre-

noble a été l'une des premières universités habilitées à délivrer une maîtrise de sciences et techniques puis un DEA. L'orientation de Grenoble, c'était de former du personnel pour l'action socio-culturelle. Il y avait aussi une orientation plus marquée en direction de la formation aux métiers des bibliothèques, des formations qui étaient donc plus professionnelles. Donc on ne fabriquait pas de journalistes ou alors beaucoup plus rarement. C'est pour cela qu'on a développé à Lyon une formation dans cette direction. Le but de Grenoble, c'était vraiment l'action socio-culturelle à l'image de la maison de la culture de la ville qui marchait très bien, et le personnel était formé pour ça.

Et quelle était la place des études sur le journalisme dans les sciences de l'information et de communication ? C'était bien accepté ?

Oui. La preuve que c'était accepté, c'est que j'ai été recruté. (Rires). Nous avons un peu de difficulté à exister comme enseignant de formation professionnelle mais nous avons une reconnaissance en matière de recherche. Au début des années 1990, nous formions un trio composé d'Yves Lavoine¹⁴, professeur à Strasbourg et directeur du CUEJ (Centre universitaire d'études du journalisme), de Jean Mouchon¹⁵ qui était à Lille avant de rejoindre l'ENS (École normale supérieure) de Saint-Cloud et moi. Nous avons mis sur pied un truc qui s'appelait le Groupe de recherche en analyse des médias, le GRAM. A l'époque nous organisions un séminaire qu'on a d'abord tenté de faire dans nos villes respectives. La première année c'était Lyon puis à Lille et à Strasbourg. Mais ça ne marchait pas bien. Nous nous sommes rabattus sur Paris 3 où Michael Palmer¹⁶ nous a hébergés. A partir de là on a tenu un séminaire très régulièrement pendant huit ans. C'était un séminaire pas tout à fait mensuel, on se réunissait au moins deux fois par trimestre. Autour de ce groupe, il avait un certain nombre de gens qui n'étaient pas spécialement intéressés par le journalisme mais plutôt par l'étude des médias, l'analyse de discours. Il y avait des linguistes qui sont venus régulièrement comme Alice Krieg-Planque¹⁷ qui m'avait fait venir à Saint-Cloud d'ailleurs pour présenter le groupe. Et puis y avait des gens qui venaient de l'Europe entière, de Louvain comme Marc Lits¹⁸, des gens qui venaient du Danemark. Il y avait au moins quinze-vingt personnes qui venaient chaque fois et une bonne dizaine d'autres personnes qui venaient en fonction du sujet du séminaire.

Et donc ce truc-là, le GRAM, a produit quand même pas mal de thésards. Ça a été un creuset important. Nous sommes allés au congrès de la SFSIC (Société française de sciences de l'information et de la communication) et nous nous sommes rendu compte qu'il y avait quelque chose à faire autour du discours médiatique. Et puis très vite Simone Bonnafous¹⁹ qui

avait publié son grand livre sur les mots de l'immigration²⁰ est venue nous rejoindre, ce qui fait que les trois mousquetaires étaient devenus quatre.

C'était quelque chose de nouveau à la SFSIC ?

En 1992-93 le GRAM a été considéré comme un groupe de travail de la SFSIC. Il y a eu ensuite un deuxième groupe qui a été labellisé, un groupe sur théories et pratiques scientifiques piloté par Robert Boure, puis il y a eu un troisième groupe qui était dédié à la communication des organisations mais le GRAM a été le premier à être une sorte d'atelier de la SFSIC.

C'était quoi la SFSIC à ce moment-là ?

La SFIC regroupait au départ des gens aux origines très diverses, y compris des gens qui venaient des sciences dures comme la physique. Il y avait beaucoup de gens qui venaient de l'informatique, et en particulier de l'informatique documentaire.

Et puis tous ces gens, des physiciens par exemple qui étaient plutôt intéressés par le signal, ont disparu et ont été progressivement remplacés par des littéraires qui s'intéressaient à la presse ancienne, je renvoie au congrès de Compiègne en 1978. Puis il y a eu des gens qui s'occupaient essentiellement de théâtre et cinéma et qui ont disparu quand la réorganisation du CNU (Centre national des universités) leur a donné de la place en esthétique. Il y avait des gens qui étaient plutôt sociologues, des gens d'esthétique, des sémiologues, des tas de choses, certains participaient au comité fondateur de la discipline mais n'ont jamais contribué à l'organisation pratique de la discipline, le cas typique c'est Roland Barthes. Lui n'a jamais mis les mains là-dedans. Ce qu'il l'intéressait c'était qu'il y ait des enseignements sur le signe et la signification. Et donc que se renforce une des branches des sciences du langage à partir de gens qui étaient plutôt sémioticiens, qui se sont retrouvés à partir du milieu des années 80 plutôt en sciences du langage. Pour le théâtre et le cinéma ça a été la même chose. Beaucoup sont partis en esthétique, sauf certaines personnalités comme François Jost²¹ qui est resté en 71^e section. Ce qui s'est alors développé fortement c'est l'analyse des industries culturelles et tout ce qui tourne autour de la revue *Réseaux*. C'était le point fort de Grenoble puis de Paris 13 évidemment. C'est Grenoble qui a été indiscutablement pionnier dans ce domaine mais avec des pôles puissants comme Paris 13. Et puis il y a eu la communication des organisations qui s'est développée à Rennes par exemple. La communication des organisations, ça recrute et donc ça attire les étudiants et du coup ça permet d'ouvrir des postes dans les IUT par exemple.

De notre côté avec Simone Bonnafous, Yves Lavoine et Jean Mouchon, on a continué dans l'analyse de discours, souvent en lien avec les rares historiens qui sont restés dans la discipline comme Michael Pal-

mer par exemple. On a aussi collaboré avec des gens dont l'appartenance n'était pas claire, je pense à des sociologues comme Anne-Marie Laulan²² qui a joué un rôle très important dans la création de notre discipline et de la SFSIC. Il y avait aussi Rémy Rieffel²³, etc. Au départ y avait une conjonction de gens qui chacun dans leur discipline se sentaient un brin marginalisés et qui avait comme point commun de travailler sur la signification, le processus de signification. Ce sont tous ces gens qui ont participé à la création de la discipline, en participant à la nouvelle répartition entre les sciences du langage, l'esthétique et l'histoire du livre.

Et tu es rentré au Centre national des universités (CNU) à quel moment ?

En 1995, mais à la fin des années 80, j'ai été sollicité pour faire partie de ce qu'on appelait le Groupe d'études techniques de la direction de la recherche et des études doctorales, et du groupe d'experts qui validait les DEA et les équipes de recherche. C'était sous l'égide de Maurice Garden²⁴. J'ai donc participé pendant quatre ans au moins à la structuration des équipes de recherche en France dans le secteur Info-Com. Je faisais cela d'abord avec Yves Le Coadic²⁵ qui était professeur au CNAM (Centre national des arts et métiers) et ensuite avec Roger Odin²⁶. J'ai donc eu un rôle de... disons de structuration, j'ai collaboré à la structuration de la discipline et de la recherche avec une difficulté dans l'émergence des unités mixtes de recherches [qui réunissent des chercheurs des universités et des grands organismes publics de recherche]. La communication n'ayant jamais été reconnue au CNRS, il n'y a pas d'UMR en communication.

Donc cela a aussi permis de structurer la recherche ?

Oui et parmi les lieux de diffusion de nos recherches il y a un rôle important des revues. Il y a *Hermès* bien sûr puis il y a eu la revue *Réseaux* qui dépendait du Centre national des études des télécommunications. C'était une revue dans laquelle l'orientation « industries culturelles » est absolument majoritaire sinon exclusive. Ensuite, d'autres revues comme *Sciences de la société*, une création du LERASS²⁷ à Toulouse, l'une des rares revues pilotée par un IUT avec une orientation qui est souvent un peu plus juridique. Et puis on a d'autres revues comme *Communication et langages* à Paris, *Études de communication* à Lille, et bien sûr *Questions de communication* à Metz, et d'autres qui sont très proches de nous, la revue *Semen* à Besançon, ou *Mots* à Lyon, une revue centrée sur l'analyse de discours.

Mais il est vrai au final qu'il n'y a pas de lieux qui soient propres à la communication pour une raison que je crois fondatrice de la discipline : elle s'alimente en permanence de l'introduction de gens qui viennent

d'ailleurs et qui tiennent à conserver des liens avec cet ailleurs. Du coup, on a toujours eu des politistes, des historiens, des sociologues, des linguistes, etc.

Et aujourd'hui tu dirais que les sciences de l'information et de la communication sont dominées par quoi ? Et quelle place est accordée aux études sur le journalisme ?

N'étant plus au Centre national des universités j'ai du mal à évaluer la place des différentes recherches. L'intérêt du CNU c'est justement de voir ce qui se fait dans les thèses à un moment donné. J'ai quitté le CNU il y a une vingtaine d'années. Ce qui est sûr c'est qu'il y a eu la mise en place du Réseau d'études sur le journalisme²⁸, qui est parti de l'IUT de Lannion. On s'est très vite retrouvé à venir de différents horizons, on était plusieurs Lyonnais.

Peut-on dire qu'il y a une école lyonnaise d'étude en communication ?

(Rires). Un peu, un peu, oui. Je pense que c'est ce qu'on a essayé de faire avec Maurice Mouillaud, même si ça ne s'est pas vraiment institutionnalisé. Il y a des choses qui se sont institutionnalisées comme le Centre d'étude de recherches linguistiques et sémiologiques à Lyon 2 par exemple. Et le Centre d'analyse des médias de Charaudeau qui est une réunion de gens tout à fait disparates et qui produisaient des choses de qualité. Ce que j'ai vu dans les dernières années, c'est le surgissement brutal des nouveaux médias et le basculement des recherches vers l'utilisation de l'analyse automatique de texte. Un exemple typique, c'est Frank Rebillard²⁹ qui a fait sa thèse avec moi mais qui a très vite basculé sur l'analyse de gros corpus. Je pense aussi à Françoise Séguy³⁰ sur les big data, tout ceci n'existait pas avant. Une partie importante de ce qu'était l'analyse des médias s'est réorientée vers l'étude des nouveaux médias et dans une perspective qui fait énormément appel au calcul, beaucoup plus qu'à l'analyse de discours telle que je l'entendais.

Pour citer cet article, to quote this article, para citar este artigo :

Sandrine Lévêque, « "Au départ, une conjonction de gens qui se sentaient un brin marginalisés dans leur discipline". Entretien avec Jean-François Tétu sur la structuration des études sur le journalisme et les cursus de communication », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne, online], Vol 11, n°1 - 2022, 15 juin - June 15 - 15 de junho. URL : <https://doi.org/110.25200/SLJ.v11.n1.2022.473>

*Propos recueillis par Sandrine Lévêque
Entretien annoté par Sandrine Lévêque et Denis Ruellan*

NOTES

¹ Maurice Mouillaud (1924-2012) est spécialiste d'analyse de discours. Il a été professeur à l'université Lyon 2 et membre du PCF entre 1948 et 1968.

² En 1972, cinq femmes sont jugées pour avoir avorté, été complice ou avoir pratiqué un avortement. Le procès est très médiatisé, constitue un moment charnière vers la dépenalisation de l'avortement et fait connaître Gisèle Halimi comme défenseuse de la cause des femmes. Voir Gouazé, J., Mouillaud, M., Serverin, E., Tétu, J-F., 1979, *Stratégies de la presse et du droit au procès de Bobigny*, Lyon, PUL.

³ Professeur à l'Université de Lyon 2, Roger Bellet a été directeur du Centre de recherches littérature et idéologies au XIXe siècle.

⁴ La thèse a été soutenue sous le titre : *Le discours du journal. Contribution à l'étude des formes de la presse quotidienne* le 16 décembre 1982. http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/1982/tetu_jf#p=0&a=top

⁵ Jean Sgard est spécialiste de la littérature du 18e siècle, auteur d'une thèse remarquée sur Manon Lescaut. Il a initié, avec des chercheurs des universités de Grenoble, Lyon et Saint Etienne, un dictionnaire exceptionnel des journalistes au 18e siècle <https://dictionnaire-journalistes.gazettes18e.fr>

⁶ Pour une histoire détaillée des sciences de l'information et de la communication, on se reportera à Boure R., éd., 2002, *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion. Et en particulier dans cet ouvrage à la contribution de Jean-François Tétu, « Sur les origines littéraires des SIC », pp. 71-94.

⁷ Roger Chartier est historien du livre, de l'édition et de la lecture. Il est en outre l'auteur de *Les origines culturelles de la Révolution*, Paris, Le Seuil, 1990 « Univers Historique ».

⁸ Philippe Lucas (1940-1997) a été professeur de sociologie à l'université Lyon 2. Il a entre autres travaillé sur les questions éthiques et bio-médicales.

⁹ Georges Mutin est géographe. Il est spécialiste de l'Algérie. Il a été directeur de Sciences po Lyon entre 1981 et 1995.

¹⁰ Sur le développement des services de communication dans les collectivités locales, on se reportera à Legavre, J-B., 1994, « L'horizon local de la communication politique. Retour sur la diffusion d'une expertise », *Politix*, vol. 28, no 4, pp. 76-99.

¹¹ Raymond Barre a été premier ministre de la France, maire de Lyon de 1995 à 2001.

¹² Bernard Miège est chercheur en communication, il est spécialiste des médias et des industries culturelles. Il a été président de la Société Française des sciences de l'information et de la communication de 1990 à 1994. Il est en outre l'auteur de *La pensée communicationnelle*, Grenoble, PUG, 1995.

¹³ Yves de La Haye était un ancien journaliste. Il a été enseignant à l'Université des langues et lettres de Grenoble et cofondateur en 1977 du Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC).

¹⁴ Yves Lavoine est agrégé de lettres. Il a été enseignant au Centre universitaire d'études sur le Journalisme.

¹⁵ Jean Mouchon a été professeur en science de l'information et communication à l'université de Lille et de Nanterre. Il a été président de la SFSIC en 1991.

¹⁶ Michael Palmer est historien. Il a été professeur d'histoire des médias à Paris 3.

¹⁷ Alice Krieg-Planque est analyste du discours, spécialiste des discours politiques, médiatiques et institutionnels contempo-

rains. Elle est professeure à l'Université Paris-Est Créteil.

¹⁸ Marc Lits a été professeur de communication à l'Université catholique de Louvain et directeur de l'Observatoire du récit médiatique.

¹⁹ Simone Bonnafous est linguiste, spécialiste de la communication politique et médiatique.

²⁰ Bonnafous, S., 1991, *L'immigration prise aux mots. Les immigrants dans la presse au tournant des années 80*, Paris, Kimé.

²¹ François Jost est sémiologue. Il a été professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Sorbonne Nouvelle. Il a fondé le Centre d'études des images et des sons médiatiques en 1996.

²² Anne Marie Laulan est sociologue spécialiste de communication. Elle a été membre du Laboratoire CNRS « Communication et politique » et membre comité de rédaction en chef de la revue *Hermès*. Elle a été présidente de la SFSIC entre 1986 et 1990.

²³ Remi Rieffel est sociologue des médias, il a été professeur à l'université Paris II Panthéon-Assas et à l'Institut français de presse (IFP) et directeur du Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (CARISM).

²⁴ Maurice Garden est agrégé d'histoire. Il a été professeur d'histoire et vice-président (1972) de l'Université Lumière-Lyon 2, puis professeur à l'ENS Cachan.

²⁵ Yves Le Coadic est ingénieur diplômé de l'École normale supérieure de chimie de Rennes. Il a été professeur de sciences de l'information au Conservatoire national des arts et métiers de Paris (CNAM).

²⁶ Roger Odin a été professeur de Sciences de la communication à la Sorbonne Nouvelle-Paris 3. Il a créé, en 1988, l'Institut de recherche en cinéma et audiovisuel (IRCAV) qu'il a dirigé jusqu'en 2003. Il est l'un des promoteurs des études de cinéma et audiovisuel à l'université (création d'un cursus complet du DEUG au doctorat) et dans le secondaire (options cinéma).

²⁷ Laboratoire d'études et de recherches en sciences sociales.

²⁸ Le Réseau d'études sur le journalisme est un groupe informel qui, à partir de la fin des années 1990 et au cours des années 2000, réunit une trentaine de chercheurs sur le journalisme en poste à l'IUT de Lannion (Université de Rennes) et dans les universités de Québec, de Brasilia et de Lyon notamment. Les relations nouées par les chercheurs au fil du temps débouchent sur des initiatives pérennes comme les rencontres internationales MEJOR (Mutations structurelles du journalisme) depuis 2011 et la revue *Sur le journalisme – About journalism – Sobre jornalismo* depuis 2012. Le REJ agit d'une manière similaire aux initiatives lyonnaises en réunissant des chercheurs d'horizons différents au sein de programmes financés par des fonds régionaux, notamment à travers le GIS (groupement d'intérêt scientifique) M@rsouin soutenu par la Région Bretagne.

²⁹ Franck Rebillard est spécialiste des questions numériques et de l'espace public. Il est professeur de sciences de l'information et de la communication à Paris 3.

³⁰ Françoise Seguy est professeure en sciences de l'information et de la communication à Sciences Po Lyon. Elle est spécialiste de l'analyse des usages des Technologies de l'information et de la communication numériques.